

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N°434-DDPP24 modifiant l'arrêté préfectoral n° 18997  
du 18/06/2001 modifié réglementant les activités de la société ZINQ Loire  
sur le territoire de la commune de LA GRAND-CROIX**

Vu la directive européenne sur les émissions industrielles (Directive IED) ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46, R 515-70-I du pour les établissements mentionnés à l'article R 515-58 ;

Vu la publication au Journal Officiel de l'Union Européenne des conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles (MTD) pour la transformation des métaux ferreux (FMP / *Ferrous Metals Processing*) le 04 novembre 2022;

Vu la nomenclature des installations classées et notamment sa rubrique 3230 (transformation des métaux ferreux : c) Application de couches de protection de métal en fusion avec une capacité de traitement supérieure à 2 tonnes d'acier brut par heure) ;

Vu l'Arrêté du 02/02/1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et notamment son article 6bis ;

Vu le décret du 11 janvier 2023 nommant monsieur Alexandre ROCHATTE, préfet de la Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2024-022 SAT portant délégation de signature à M. Pierre Cabridenc, directeur départemental de la protection des populations de la Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 188-DDPP-24 du 24 juin 2024 portant subdélégation de signature pour les compétences générales et techniques ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 18997 du 18/06/2001 modifié réglementant les activités de la société GALVA GAILLARD sur le territoire de la commune de LA GRAND-CROIX, 801 rue de la rive.

Vu les arrêtés préfectoraux complémentaires en date des 16/08/2012 n° 274-DDPP-12, 19/09/2017 n° 371-DDPP-2017 modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 18997 du 18/06/2001 susvisé ;

Vu l'arrêté préfectoral du 04 avril 2023 prescrivant le plan de protection de l'atmosphère sur le périmètre des établissements publics de coopération intercommunale SAINT-ETIENNE METROPOLE et LOIRE-FOREZ AGGLOMERATION ;

Vu le rapport de base et le dossier de réexamen présentés par la société ZINQ Loire par courrier en date du 15/12/2023 ;

Vu les rapports n° UID4243-EAR-024-147 et UID4243-EAR-024-327 de l'inspection chargée des installations classées en date du 30/08/2024 ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 30/08/2024 ;

Vu le courrier recommandé transmis à l'exploitant le 6 novembre 2024 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

CONSIDERANT l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission de l'arrêté préfectoral complémentaire susvisé ;

CONSIDÉRANT que le site ZINQ Loire est redevable de la mise en place des Meilleures Technologies Disponibles répertoriées dans le document BREF « FMP » pour les techniques de traitement des émissions atmosphériques applicables à ses activités ;

CONSIDÉRANT qu'au titre des NEA-MTD détaillées dans le document BREF « FMP » le site est tenu d'atteindre et maintenir un niveau de performance élevé en termes de qualité de ses émissions atmosphériques ;

## ARRÊTE

### ARTICLE 1<sup>er</sup>

La société ZINQ Loire autorisée à exploiter une installation spécialisée dans la galvanisation de pièces métalliques par immersion dans un bain de zinc liquide sur le territoire de la commune de LA GRAND-CROIX, 801 rue de la rive, est tenue de respecter les dispositions prévues aux articles suivants du présent arrêté préfectoral.

### Article 2 – Classement

Le tableau de classement figurant à l'article 1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 18997 du 18/06/2001 modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires n° 274-DDPP-12 du 16/08/2012 et n° 371-DDPP-2017 du 19/09/2017, est remplacé par le tableau de classement ci-après :

N° Rubrique	Activité	Volume	Régime classement
25671.a	Galvanisation, étamage de métaux ou revêtement métallique d'un matériau quelconque par un procédé autre que chimique ou électrolytique 1. Procédés par immersion dans métal fondu, le volume des cuves étant : a) Supérieur à 1000 L	40 381 L	A
<b><u>3230.c</u></b>	<b>Transformation des métaux ferreux :</b> <b>c) Application de couches de protection de métal en fusion avec une capacité de traitement supérieure à 2 tonnes d'acier brut par heure</b>	<b>4,5 t/heure</b>	<b>A</b>
<b>3260</b>	<b>Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 mètres cubes</b>	<b>1680 m<sup>3</sup></b>	<b>A</b>
4510.1	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë I ou chronique I, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t	63,2 t	DC

A : Autorisation – DC : Déclaration

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

**Rubrique IED** soulignée : rubrique principale au titre de la Directive européenne sur les émissions industrielles (Directive IED).

### Article 3 Mise en œuvre des meilleures technologies disponibles (MTD)

Sans préjudice d'autres MTD devant être mises en œuvre dans le même délai, et conformément à l'article R. 515-70 du code de l'environnement, l'ensemble des évolutions prévues par l'exploitant selon l'échéancier indiqué au dossier devra être réalisé au plus tard le 04/11/2026 :

MTD concernée	Evolutions prévues
BREF FMP - MTD 2	Compléter l'inventaire procédé avec les mentions de dangers des produits chimiques utilisés, les émissions diffuses du traitement de surface et les résultats de la surveillance des substances visées par le BREF en complément de l'autosurveillance actuelle
BREF FMP - MTD 5	Identification et intégration dans l'analyse environnementale des risques OTNOC ainsi que leurs causes et conséquences
	Réalisation et formalisation de l'estimation des émissions pour chaque phase OTNOC identifiée
BREF FMP - MTD 7	Mesures des émissions diffuses d'HCl au-dessus des baignoires à intégrer dans le programme de surveillance à une fréquence annuelle
BREF FMP - MTD 10 et 19	Intégrer la consommation en énergie et en eau dans le SME et réaliser des audits internes
BREF FMP - MTD 34	Réaliser une procédure groupe sur la gestion des déchets

### Article 4 – ARTICLE MODIFIÉ - Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

L'annexe 2.1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16/08/2012 n° 274-DDPP-12 est remplacée au 04/11/2026 par les dispositions suivantes :

Installation Rejet	Paramètres	Valeur limite d'émission* (mg/ Nm <sup>3</sup> sur gaz sec**)	Périodicité des mesures
Aspiration bain de galvanisation	Plomb gazeux ou particulaire	0,01	Annuelle si campagne de 2024 > LD ; non mesuré sinon (<LD).
	Zn	10	
	Poussières	5	
Décapage dézingage à l'acide chlorhydrique	Chlore exprimé en HCl	6 ***	Annuelle
Chauffage de la cuve de galvanisation	NOx exprimé en NO <sub>2</sub>	200 ****	
	CO	100	

\* Analyses réalisées conformément aux normes EN. En l'absence de normes EN, recourir aux normes ISO, aux normes nationales ou à d'autres normes internationales garantissant l'obtention de données d'une qualité scientifique



équivalente.

- \*\* Niveau d'oxygène de référence (OR) en référence au BREF « MFP » : 3 % en volume sec pour les procédés de combustion liés au chauffage de la cuve de galvanisation. Pas de correction pour le niveau d'oxygène pour toutes autres sources.
- \*\*\* Mesure dans la phase gazeuse au-dessus du bain de décapage selon les MTD 7 et 62 du BREF FMP/2022.
- \*\*\*\* La valeur limite d'émission est fixée à 200 mg/m<sup>3</sup> sur un cycle de production et à 800 mg/m<sup>3</sup> comme maximum instantané.

## Article 5 – ARTICLE MODIFIÉ – installations IED

L'article 8.3.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16/08/2012 n° 274-DDPP-12 est remplacé par les dispositions suivantes :

\* Conformément à l'article R. 151-71 du code de l'environnement, l'exploitant adresse au préfet en vue du réexamen prévu au I de l'article R. 515-70, les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles.

\* Conformément à l'article R. 515-60 du code de l'environnement :

### - En matière de surveillance des sols

Tous les 10 ans à compter de la signature du présent arrêté, l'exploitant propose un programme d'investigations pour la surveillance du sol (prélèvements de sol, piezaires, suivi qualité des eaux souterraines,...), en fonction des événements survenus ayant pu entraîner une pollution du sol depuis le dernier rapport de base.

Ce programme sera basé sur la liste des substances dangereuses pertinentes du site, figurant en annexe du présent arrêté, et établie dans le rapport de base.

### - En matière de surveillance des eaux souterraines

La surveillance périodique réglementaire des eaux souterraines est d'au moins une fois tous les cinq ans, à moins que cette surveillance ne soit fondée sur une évaluation systématique du risque de pollution. Cette évaluation doit s'appuyer sur les conclusions disponibles en matière de caractérisation des eaux souterraines présente dans le rapport de base, et de leur éventuelle mise à jour.

L'exploitant propose un programme de surveillance de la qualité des eaux souterraines (réseau, fréquence, paramètres suivis), sur la base d'une étude hydrogéologique. *A minima*, la surveillance utilise un piézomètre en amont hydraulique des sources potentielles de pollution des sols et deux piézomètres en aval. Le programme est adapté aux enjeux de vulnérabilité de la nappe et au comportement des substances dangereuses pertinentes figurant en annexe du présent arrêté.

En cas d'impossibilité de caractérisation des eaux souterraines (démonstration d'une absence permanente de nappe alluviale à 10 m de profondeur en bordure du Gier), l'exploitant transmet à l'inspection sous 3 mois à compter de la signature du présent arrêté une étude sur le devenir des eaux pluviales au droit du site et sur leur impact sur le Gier, pour ce qui concerne les substances dangereuses pertinentes figurant en annexe du présent arrêté.

## ARTICLE 6 – PUBLICITÉ

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet des services de l'État dans le département de la Loire pendant une durée minimale de deux mois.

## ARTICLE 7 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lyon :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :
- a) L'affichage en mairie, dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
  - b) La publication de la décision sur le site Internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Tout recours administratifs ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision (M. le préfet de la Loire – Direction départementale de la Protection des Populations – 10 rue Claudius Buard 42014 Saint-Etienne Cedex 2) et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation ou d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Lyon.

#### ARTICLE 8 – EXÉCUTION

Le Secrétaire général de la Préfecture de la Loire, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne Rhône-Alpes chargé de l'inspection des installations classées, le maire de LA GRAND-CROIX, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à l'exploitant.

Saint-Étienne, le 27 novembre 2024

  
Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Directeur Départemental  
de la Protection des Populations  
**Pierre CABRIDENC**

Copie :

- Mairie de La Grand-Croix
- DREAL UfD 42-43
- Archives

## ANNEXE

### Liste des substances dangereuses pertinentes

Nom du produit	Composé principal	Mention de danger
ZINCAREV D11AE	CAS 75-75-2 acide méthanesulfonique	H314
ZINCAREV BLOK 107	CAS 100-97-0 methenamine CAS 52-51-7 bronopol	H302, H318
POLYTENSID 55	CAS 126-92-1 2-Ethylhexylsulfate sel de sodium	H315, H318
Chlorure d'ammonium > 25%	CAS 12125-02-9 chlorure d'ammonium	R22, R36
Acide chlorhydrique 33% - QUARON	N° EINECS 231-595-7 acide chlorhydrique 33%	H314, H335
Acide chlorhydrique 10% MAX	acide chlorhydrique 10%	H315, H319, H335
JTECHFLUX 2900/900	CAS 7646-85-7 chlorure de zinc CAS 12125-02-9 chlorure d'ammonium	H314, H318, H335, H400, H410
WS Zink 80/81	CAS 7440-66-6 zinc en poudre	H410
GALVA FLASH	CAS 1330-20-7 xylène	H315, H319, H336, H412
GNR DYNEFF	CAS 68334-30-5 combustible diesel	H304, H315, H332, H351, H411

Pierre CARBONIC  
 de la Direction des Régulations  
 Le Directeur Départemental  
 et par délégation  
 pour le Préfet